CONTRE L'APARTHEID

Sud Etudiant s'engage pour le boycott universitaire

BOYCOTT ISRAEL





SOMMAIRE

Pourquoi Sud Etudiant s'engage dans la campagne BDS?

Pourquoi parle T on d'apartheid israelien?

Qu'est ce que la campagne de Boycott, Desinvestissement, Sanction ?

LE BOYCOTT DES INSTITUTIONS UNIVERSITAIRES ISRAÉLIENNES : ABSURDE OU NÉCESSAIRE ?

Pourquoi boycotter l'université; lieu de savoir et de critique?

-Les conditions de foncionnement des universités palestiniennes.

-Positionnement des universités et universitaires israéliens par rapport au conflit et à la situation des universités palestiniennes

-Les disciminations à l'égard des étudiant-es palestinien-ne-s d'Israël

-Le rôle de l'université israélienne

Qui sanctionne-t-on ? Les individus ? Les institutions ? Quelles peuvent être les formes de ce boycott ?.

Quel utilité politique le boycott universitaire a-t-il ?

Qui en Israël et chez les palestinien-nes nous demande de faire un tel boycott?

Quel est l'objectif de ce boycott ?

Témoignage de Rana Barakat

Témoignage de Michel Warschawski "où est la gauche israélienne?"

Appel de la société civile palestinienne

CHRONOLOGIE

BIBLIOGRAPHIE

FILMOGRAPHIE

POURQUOI SUD ETUDIANT S'ENGAGE DANS LA CAMPAGNE BDS

Historiquement la solidarité internationale anti-colonialiste est inscrite dans les principes de nombreux syndicats. Cependant, ce principe est difficile à inscrire dans une action syndicale et occupe souvent un rôle subalterne dans celui-ci. Cela étant, durant la guerre d'indépendance - ou révolution algérienne, le syndicalisme étudiant, a pris une part active à la lutte anticoloniale.

Fin décembre/début janvier 2009, l'armée israélienne a mené une offensive meurtrière dans la bande de Gaza faisant plus de 1400 morts. Lancée au motif que des roquettes palestiniennes continuaient tomber sur le sud d'Israël provenance de Gaza, l'offensive avait pour objectif affiché de faire cesser ces tirs de roquettes. Objectif militaire fantaisiste quand on sait qu'il suffit d'un tuyau et d'un peu poudre pour fabriquer Vouloir régler roquettes. problème des roquettes et du conflit avec les Palestinien-nes par la voie militaire, permettra ne résistance d'éradiquer la Palestinien-nes(qu'elle soit armée ou non).

En réalité, l'objectif que la stratégie militaire israélienne poursuit, c'est l'élimination du peuple palestinien en tant que force politique capable de résister. En somme, l'asphyxie de toute forme de résistance chez les palestiniennes.

En outre, l'objectif affiché par l'état major et le gouvernement israélien ne correspond pas aux cibles détruites effectivement et aux armes utilisées. Les cibles ont été pour l'essentiel des bâtiments civils. notamment des maisons, des écoles, des hôpitaux et des universités. De l'autre côté, les mort-es ont été dans leur grandes majorité des civils (au sens de personnes non Des bombes combattantes). fragmentation, et des bombes au phosphore ont été utilisées par l'armée. Ces armes sont conçues pour tuer et mutiler la population, et certainement pas pour toucher précises, cibles identifiées préalablement.



A la suite de cette offensive sanglante, un débat s'est engagé dans syndical pour savoir milieu comment participer au mouvement solidarité avec le peuple palestinien de plus manière continue, notamment en l'inscrivant le cadre de dans l'activité syndicale.

pourquoi réflexion s'est rapidement dirigée écho vers un appel lancé en 2005 par la solidarité, et, fait nouveau, dans société civile palestinienne, signé par certaines organisations syndicales un large spectre d'organisations (FSU, Solidaires, ainsi que d'autres politiques, syndicales, et associative syndicats). de Palestine. Celui-ci demandait à la d'appliquer un Boycott (circonscrit mener la campagne BDS - dont les aux institutions et ne s'appliquant fondements pas stricto sensu aux individus), Désinvestissement et des Sanctions cette brochure - à notre niveau, en (BDS) à l'égard d'Israël. Le boycott promouvant tant dans les campus institutions universitaires israéliennes est un des grands axes de la campagne. Notons que cet appel, institutions à la faveur de l'offensive de Gaza de israéliennes.

notre l'hiver 2009, a trouvé un nouvel dans le mouvement

La Fédération Sud-étudiant a communauté internationale » décidé d'adopter le principe et de politiques stratégiques seront développés dans des universités que dans les conseils qui les administrent, le boycott des universitaires

Ce dossier d'information, d'analyse et de positionnement politique comporte :

- -Un exposé de la situation des palestinien-nes, tant de ceux qui vivent dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza que de ceux qui vivent en Israël et qui ont la nationalité Israélienne sans avoir les même droits que leur concitoyennes juif-ves; Cette situation qui a fait penser à de grandes figures internationales (Nelson Mandela notamment) que les Palestinien-nes vivent sous un régime d'apartheid.
- -Un court développement sur l'histoire et les effets de la construction du mur de séparation entre la Cisjordanie et Israël
- —Une présentation de l'origine et des contours de la campagne internationale de boycott désinvestissement et sanction.
- —Les raisons de l'engagement de Sud étudiant dans une campagne de boycott des institutions universitaires israéliennes
- Le témoignage de Rana Barakat, professeur d'histoire à 1 'université de Bir Zeit
- —Un entretien avec Michel Warschawski (militant et journaliste Israélien) à propos de l'état de la gauche israélienne, parce que la campagne BDS est aussi le fruit du constat de l'agonie de la gauche israélienne et de son incapacité à peser de

l'intérieur pour que les droits des Palestinien-ne-s soient reconnus.

- —Une chronologie de l'histoire de la Palestine qui permet de mettre en perspective le présent et de comprendre les enchaînement complexe de ce conflit vieux de 60 ans;
- —Des cartes de la Palestine historique sont reproduites pour permettre de mieux localiser les lieux qui sont nommés dans le texte, et surtout de bien visualiser l'étendu de l'extension territoriale de l'Etat d'Israël.

Pourquoi parle-t-on d' "Apartheid israélien"? (Extrait du numero5 de la revue internationale de l'union syndicale Solidaires consacrée à la Palestine)

Le mur de séparation de Cisjordanie

Débuté en 2002 et appelé « clôture de sécurité » par les Israéliens, le Mur de Séparation de Cisjordanie s'ajoute à celui qui entoure Gaza depuis 1994, mais il ne suit pas la frontière de la « ligne verte ». Haut de 8 mètres, large de 50 mètres et long de 700 km, soit 3 fois la distance Jénine-Hébron, c'est un véritable Mur d'Apartheid qui confisque jusqu'à 50% des terres palestiniennes de Cisjordanie, avec ses sources et ses nappes phréatiques. Il permet à Israël d'annexer les territoires entourant les colonies, découpe la Cisjordanie en 3 zones séparées et morcelle les terres palestiniennes et les

Ce Mur de la Honte coupe les paysans de leurs champs et emprisonne 78 villes et villages palestiniens, comme Qalqilia ou Jérusalem-Est. Il détruit l'économie, la vie sociale, l'unité d'un peuple. Bien qu'ayant coûté plus de 3 milliards de dollars, le 9 juillet 2004, la Cour Internationale de Justice condamne ce mur et déclare illégale sa construction, enjoignant Israël à le détruire. En attendant, les Palestiniens et les militants font preuve d'imagination, en « décorant » ce mur de graffitis extrêmement créatifs...



Apartheid

On dénonce parfois l'illégalité et la violence de l'occupation israélienne en Palestine. On oublie souvent d'en dénoncer le caractère raciste qui la rapproche par de nombreux points de l'occupation des Blancs en Afrique du Sud, à commencer par son origine coloniale. Pourtant on peut également parler d'un « Apartheid israélien » puisque, d'après la définition de l'ONU c'est « un système de ségrégation et de discrimination raciale institutionnalisées dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial sur un autre, et de l'opprimer systématiquement » (résolution 3068 qu'une poignée de pays dont la France, Israël et les Etats-Unis ont refusé de ratifier). En Afrique du Sud, l'Apartheid se traduisait par des ghettos, des confiscations de terres, des entraves à la liberté de circulation, d'expression, de mariages mixtes, des arrestations et des détentions arbitraires...

Près de six millions de Palestiniens vivent aujourd'hui en exil et sont discriminés par l'impossibilité de rentrer dans leur pays. Un million et demi de Palestiniens dans la bande de Gaza vivent un cas extrême d'oppression systématique qui s'apparente plus à de la purification ethnique: blocus total, privation des produits de première nécessité, bombardements fréquents et de plus en plus violents... Mais à différents degrés, ce sont bien tous les Palestiniens (11 millions de personnes) qui vivent une ségrégation quotidienne dont nous allons tenter ici d'examiner certains aspects, sans souci d'exhaustivité.

Discrimination

Sur le territoire israélien actuel, un million et demi de Palestiniens vivent comme des citoyens de deuxième classe où ils subissent des discriminations, en particulier dans la législation de la nationalité et du mariage. Ils sont également défavorisés dans l'accès aux ressources de travail, syndicales, culturelles, de santé, d'éducation (par exemple les enfants arabes israéliens bénéficient de livres scolaires de moins bonne qualité et moins souvent mis à jour que ceux de leurs camarades juifs)... 43 villages Palestiniens d'Israël ne sont pas reconnus et, par conséquent, ne reçoivent aucun service. A Jérusalem les Palestiniens n'obtiennent jamais de permis de construire et, s'ils payent 30% des impôts locaux, seuls 11% du budget municipal leur est consacré. Ils ne peuvent pas, selon la loi israélienne, vivre ou posséder des propriétés sur 93% du territoire qui est exclusivement réservé aux Juifs israéliens.

Destruction, Confiscaction

Dans les territoires occupés depuis 1967, plus de 17 000 maisons palestiniennes ont été détruites pour permettre aux colonies israéliennes de s'étendre. Plus d'un million d'oliviers et autres arbres fruitiers (souvent la seule richesse de familles palestiniennes) ont été arrachés. Pour annexer le Golan Syrien en 1967, 95% de sa population arabe en a été expulsée pour y implanter une trentaine de colonies exclusivement juives. Pour construire le Mur de Séparation depuis 2002, 50% de la surface de la Cisjordanie, avec ses sources et ses nappes phréatiques, ont été confisquées. C'est l'armée israélienne qui contrôle l'eau de Cisjordanie, en confisque plus de 80% et revend le reste aux Palestinien-nes à un prix 4 fois plus élevé que celui payé par les Israélien-nes.

Les Israélien-nes ne subissent pas de telles confiscations ni de destructions.

Liberté de circuler, ségregation

Parmi les centaines de restrictions imposées, aucun-e Palestinien-ne ne peut entrer à Jérusalem, ni dans la vallée du Jourdain, ni approcher la moindre colonie. Aucun-e Palestinien-ne de Gaza ne peut demeurer en Cisjordanie, et réciproquement. Le « Mur de l'Apartheid » qui sépare la Cisjordanie du reste de la Palestine historique, empêche physiquement des dizaines de milliers de Palestinien-nes d'accéder à leurs familles, leurs lieux de travail, leurs écoles ou leurs hôpitaux. Le courrier entrant et sortant de Palestine passe obligatoirement par le service postal israélien qui fréquemment en retarde la distribution, souvent de plusieurs mois.

La Cisjordanie est divisée en 70 « Bantoustans » isolés entre lesquels il n'est pas possible de circuler sans autorisation israélienne, délivrée arbitrairement dans l'un de ses 600 « Check Points ». Certaines villes sont difficiles d'accès, comme Naplouse, Ramallah, Hebron, Jéricho, Jenin, Tulkarem, voire littéralement encerclées comme le ghetto de Qalqilya. Les Palestinien-nes ne peuvent emprunter les autoroutes de Cisjordanie, reliant les colonies, ni utiliser l'aéroport international de Tel Aviv.

Les Israélien-nes ne subissent aucune restriction de mouvement et tout-e juif-ve dans le monde est à priori autorisé à demander la nationalité israélienne (loi du retour).

Justice

En Cisjordanie, les Palestinien-nes vivent sous l'arbitraire de la juridiction militaire qui peut les mettre en prison sans inculpation, leur faire subir des punitions collectives, des confiscations de terres, des couvre-feux de plusieurs jours, des harcèlements voire des assassinats ciblés ou de bombardements. Plus de 11 000 Palestinien-nes sont détenu-es dans des prisons israéliennes.

Les Israélien-nes vivent sous juridiction civile dans les territoires occupés, mêmes s'ils vivent dans des colonies illégales en regard de la loi israélienne, leur taux d'emprisonnement est bien inférieur à celui des Palestinien-nes.

Droit du travail

Aucun droit ne régit le travail des Palestinien-nes en Cisjordanie, qui ressemble de plus en plus aux « Sweatshops » d'Extrême-Orient, ces ateliers de misère dans lesquels les employé-es sont exploité-es sans salaire minimum, sans âge minimum et sans horaires maximums.

Partout, les Israélien-nes bénéficient d'un même droit du travail, y compris celui d'un salaire minimum.

Soutien international

L'analogie entre l'Apartheid sud-africain et israélien est tellement frappante qu'elle est de plus en plus utilisée: par des membres éminents des Nations Unies, comme John Dugard ou Miguel d'Escoto Brockmann; par des Sud-Africains comme Nelson Mandela ou Desmond Tutu; par l'ancien président américain Jimmy Carter ou par le parlementaire britannique Mohammad Sarwar. L'Apartheid est dénoncé jusqu'en Israël, par l'organisation de protection des droits humain B'Tselem, dans des articles du journal Haaretz, par la parlementaire Zehava Gal-On ou par le chercheur israélien Gershom Gorenberg décrivant la politique de création de « Bantoustans » par Ariel Sharon.

Qu'est-ce la campagne de Boycott, Desinvestissement, Sanction?

(Extrait de Solidaires Palestine 2009)

En juillet 2005, plus de 170 organisations civiles en Palestine (partis politiques, syndicats, associations, coalitions) ont lancé un appel international dit de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) contre l'Apartheid israélien (voir article à propos de l'utilisation du terme Apartheid dans ce contexte), jusqu'à ce que cet Etat reconnaisse au peuple palestinien son droit inaliénable à l'auto détermination et qu'il applique le droit international. Cette campagne se décline sous plusieurs formes dont les principales sont détaillées ci-dessous.

Boycott économique

Le boycott économique est le plus facile à comprendre: il consiste en premier lieu à ne pas acheter de produits manufacturés en Israël et à convaincre ses amis de faire de même. En second lieu, il est conseillé à chaque comité local de choisir un nombre réduit de cibles et d'organiser des campagnes plus visibles, sous forme de protestations devant un magasin par exemple, de distributions de tracts etc. Enfin, il est souhaitable de chercher à relayer de telles campagnes dans la presse afin d'en étendre la portée.

Boycott culturel

Une oeuvre d'art, si elle est financée par le gouvernement israélien ou par une organisation sioniste, n'est plus une "simple oeuvre d'art", elle prend un sens politique et soutient, directement ou indirectement, l'oppression israélienne. Les artistes palestiniens n'ont pas, quant à eux, le luxe de pouvoir faire de "simples oeuvres d'art".

Le boycott des institutions culturelles israéliennes nuira également aux artistes palestiniens et aux artistes israéliens progressistes. C'est le prix à payer et c'est pourquoi la décision fut difficile à prendre. Les artistes palestinien-nes appellent par conséquent les artistes israélien-nes progressistes à se joindre à eux et à ne pas participer à des évènements culturels israéliens, festivals ou expositions. Dans le cadre de la campagne de BDS, en août 2006, plus de 100 artistes palestinien-nes ont émis les recommandations suivantes:

- -Ne pas participer à des festivals ou à des expositions artistiques en Israël
- -Ne pas coopérer avec des organisations ou des institutions artistiques, cinématographiques ou culturelles israéliennes ou financées par le gouvernement israélien

-Promouvoir un tel boycott en rendant publiques les lettres de refus et en incitant d'autres artistes et organisations culturelles à adopter des résolutions publiques condamnant la politique israélienne

-Promouvoir un tel boycott en incitant les institutions

internationales à ne pas financer des institutions israéliennes

-Soutenir directement les institutions culturelles palestiniennes, sans exiger qu'elles développent un partenariat avec des organisations israéliennes

Le boycott universitaire

D'un point de vue institutionnel, les universités et institutions académiques israéliennes soutiennent, activement ou passivement, l'oppression de l'Etat d'Israël, son armée, son idéologie, ses pratiques discriminatoires etc. Sans appeler à couper toutes relations avec les quelques universitaires israélien-nes qui sont ouvertement critiques de leur gouvernement, soutiennent leurs collègues palestinien-nes et oeuvrent pour la paix, les Palestinien-nes appellent néanmoins unanimement au boycott universitaire d'Israël.

Les intellectuels et universitaires (enseignant-es, chercheur-euses, étudiant-es...) du monde entier ont le devoir moral de combattre l'injustice et, dans le cadre de la campagne de BDS, d'appeler leurs collègues à boycotter les institutions académiques israéliennes. C'est à la fois un acte individuel et collectif, de solidarité avec les collègues palestinien-nes dont la liberté académique est mise en péril par l'occupation israélienne. Il peut prendre l'une des formes suivantes:

-Ne pas participer à des conférences en Israël

-Ne pas coopérer avec des institutions académiques israéliennes, y compris des agences d'évaluation ou des journaux israéliens

-Promouvoir un tel boycott en rendant publiques les lettres de refus et en incitant d'autres individus et organisations académiques à adopter des résolutions publiques condamnant la politique israélienne

-Promouvoir un tel boycott en incitant les institutions

internationales à ne pas financer des institutions israéliennes

-Soutenir directement des institutions académiques palestiniennes, sans exiger qu'elles développent un partenariat avec des organisations israéliennes

Boycott institutionnel et analogie avec l'Afrique du Sud

Le boycott contre l'Apartheid israélien est analogue au boycott contre l'Afrique du Sud, dans les années 80. Il trouve son origine dans la solidarité internationale, la cohérence morale et la résistance contre l'injustice et l'oppression.

En l'état actuel, l'appel au boycott ne concerne que les institutions, pas les individus, si toutefois ces individus sont clairement détachés de toute organisation israélienne, sioniste ou liée au gouvernement israélien. C'est donc un boycott "doux" puisque le boycott de l'Afrique du Sud s'étendait également au boycott des individus. Ce sera aux Palestinien-nes de décider, à l'avenir, si ils/elles veulent appeler à une forme plus "dure" de boycott.



Le boycott des institutions universitaires israeliennes : absurde ou nécessaire ?

Pourquoi boycotter l'université, « lieux de savoir et de critique »?

Approche globale:

D'abord, il s'agit de rappeler qu'il s'agit d'une campagne globale à tous les secteurs d'activité de l'Etat d'Israël. Cette de **Boycott** campagne Désinvestissement Sanction n'a raison d'épargner aucune plus l'université qu'un autre secteur. Car c'est sa globalité qui fait aussi son efficacité. De plus, de la société civile l'appel palestinienne mentionne le boycott académique.

Ensuite, il est possible et pertinent de partir d'une analyse classique du rapport colon/colonisée dans un système colonial. Le colon tire des avantages du fait de l'oppression des colonisé. De ce fait, tant qu'il ne conteste pas l'ordre établi, le colon est dans une position de soutien actif ou passif au système, il ne peux prétendre à la neutralité, vu qu'il tire des privilèges de sa situation. Les universités ne sont des pas sanctuaires, elles font ne pas exception à cela, pas plus que les composantes de la communauté universitaire...

Approche circonstanciée:

Il s'agit de dresser de la façon la plus précise possible, de l'université panorama palestinienne, israélienne, et de leur relation, afin de pouvoir apprécier situation plus en détail et d'expliciter les raisons particulières du boycott d'Israël appliqué à l'université. Le monde universitaire l'habitude de considérer que l'université est un lieu de partage de valeurs universelles certaines l'échange, comme intellectuel, la pensée critique, le l'ouverture lieu de d'esprit...

dès importe lors d'examiner les conditions de fonctionnement des universités palestiniennes, le positionnement des universitaires et des universités israéliennes rapport par situation de leurs homologues palestinien-nes, les discriminations dont sont l'objet les étudiant-es palestinien-nes d'Israël (ceux/celles qui ont la nationalité Israélienne) et le rôle de l'université Israélienne, pour évaluer la réalité (l'inexistence valeurs l'espèce) de ces desquelles communes au nom refusent boycott certains le académique.

Les conditions de fonctionnement des universités palestiniennes

L'éducation est perçue en Palestine comme essentielle dans les familles, dans la société, pour les individus et dans la lutte de libération nationale. Le niveau d'alphabétisation, et le niveau d'étude y sont parmi les plus élevés du Moyen Orient en dépit de l'extrême pauvreté et du chômage massif de la population. Mais, comme dans tous les autres domaine de la vie sous occupation militaire, vivre c'est résister et étudier c'est plus que tout, résister. Résister parce qu'il faut le faire malgré tous les obstacles que l'occupant dresse pour gêner toutes activités. Ces obstacles permanent ou ponctuels qui empêchent les universités palestiniennes de fonctionner un tant soit peu normalement, sont de divers ordres. Il s'agit d'en faire une synthèse. Il est impossible de ne pas dissocier la Cisjordanie de Gaza, parce que les situations sont trop différentes. Cependant, tous les éléments pour lesquels une zone géographique n'est pas spécifiée, sont valable sur ces deux territoires.

Gaza

Les mesures ayant pour effet de nuire aux université palestiniennes et notamment le blocus, touchent en particulier la bande de Ĝaza coupable notamment d'avoir très majoritairement votée pour le Hamas, et d'être un lieu de résistance à l'occupation. Par exemple, depuis 2007 les fournitures scolaires de base n'arrivent plus à Gaza, il est donc impossible aux étudiante-s de se munir d'outils pourtant nécessaire au suivi minimal d'un cursus universitaire : papier, encre, matériel de reliure sont interdits. L'occupation nuit aussi aux finances des universités palestiniennes. En témoigne les dommages causés par la récente offensive israélienne contre la bande de Gaza à la fin 2008 et début 2009. Les universités de Gaza ont subit des dommages (évalués par le Ministère Palestinien de l'enseignement supérieur) équivalent à 7 888 133 dollars américains soit plus de 5 millions d'euros. De plus, un certain nombre d'université a tout simplement été détruit par l'armée israélienne alors qu'elles ne représentaient en rien des objectifs militaires. Le pavillon des laboratoires scientifiques de l'université islamique de Gaza et l'école Américaine de Gaza ont ainsi été totalement détruites.

En outre, les étudiant-e-s palestinien-ne-s de Gaza connaissent énormément de difficulté pour suivre leur études dans des conditions décentes.

Depuis l'embargo sur les carburants d'avril 2008, la moitié des 200 000 étudiant-e-s sont incapable de se rendre sur leur lieu d'études.

Etudier à l'étranger

Cette situation très difficile pousse une grande partie des étudiant-es à chercher à étudier en dehors de Gaza. Mais le gouvernement israélien empêche ceux et celles-ci de venir en Israël ou en Cisjordanie. En conséquence les universités Cisjordaniennes se vident d'étudiant-es gazaouies (Bir Zeit accueillait 350 étudiant-es de Gaza en 2000 et plus aucun aujourd'hui) et il ne leur reste plus qu'à partir à l'étranger. Cependant, le départ reste très compliqué pour la plupart des étudiant-es. En effet, les frontières étant contrôlées par Israël, il faut, pour quitter le territoire, l'autorisation des autorités, ce qui est, la plupart du temps impossible. Par ailleurs, pour ceux et celles qui y sont parvenu, cela est très précaire comme en témoigne cet épisode où, en 2007, suite à la fermeture du passage de Rafah, 722 palestinien-nes qui étudiaient à l'étranger sont resté-es coincer. Le principal point de passage pour partir de Gaza passe par l'Égypte. Seulement, depuis le mois janvier 2008, le gouvernement israélien n'a autorisé aucun transport d'étudiant-es vers l'Égypte entravant leur liberté de circulation, et par conséquent d'étude.

Cisjordanie et Jérusalem

Les universités palestiniennes de Cisjordanie et de Jérusalem-Est ne sont malheureusement pas en reste. Le mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie empêche une grande partie des enseignant-e-s vivant en Cisjordanie de venir enseigner dans les universités situés a Jérusalem. Cette situation entraîne une pénurie d'enseignant-es dans les universités palestiniennes de Jérusalem.

Les étudiant-es Palestinien-nes sont souvent les premier-es victimes de la politique d'apartheid menée par Israël. Celle-ci les touche particulièrement principalement à deux niveaux:

les déplacements quotidiens que cela soit dans la bande de Gaza ou en Cisjordanie, et le harcèlement, les humiliations et la détention d'étudiant-es palestinien-nes par l'armée israélienne.

Se déplacer

De façon générale, se déplacer en Cisjordanie est particulièrement difficile. En effet, tout le territoire est sectionné par près de 600 check points1 par lesquels tous les Palestinien-nes qui veulent sortir de leur ville doivent obligatoirement passer. Il est assez courant, notamment lorsqu'on est jeune, d'y être retenu plusieurs heures par l'armée, d'y être humilié, battu, ou parfois tué.

Une grande partie des étudiant-es doit passer quotidiennement des check point tenus par l'armée israélienne pour aller en cours. Il est fréquent que les soldats retiennent les étudiant-es de quelques minutes à plusieurs heures, rendant le suivi des études aléatoire (incapacité à se rendre en cours, annulation de déplacement...).

On estime que 9000 étudiant-es, c'est à dire 57% de ceux et celles inscrit-es à l'université de Naplouse doivent passer par un des 7 check points qui entourent l'université. De la même manière une grande partie des étudiant-es de l'université de Bir Zeit ont du mal à se rendre à leur université à cause des heures d'attentes engendrées par les check points et les soldats.

Une autre cause de la difficulté de déplacement: le mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie qui annexe des terres et encercle des villages. En effet, le mur empêche ou gène une grande partie des étudiant-es de Cisjordanie dans leurs déplacements pour leurs études. Il coupe, par exemple, le trajet de 36% des étudiant-es de l'université de al-Qods, qui ne peuvent donc pas étudier. On estime qu'il y a environ 15 700 élèves et étudiant-es qui sont dans l'incapacité de se rendre sur leur lieu d'étude en Cisjordanie du fait du mur.

En outre, les étudiant-es subissent une forte pression psychologique et souvent physique de la part de l'armée israélienne lors des attentes aux checkpoint. C'est pourquoi ils sont beaucoup à chercher à les éviter pour rentrer chez eux/elles. Ces pratiques de contournement amplifient des réactions violentes des soldats israéliens : harcellement, passage à tabac d'étudiant-es attrapé-es qui contournaient les check points.

Choisir ses études

Ce manque de liberté de circulation entraîne une autre absence de liberté : celle de choisir ses études. En effet, certain-es étudiant-es ne peuvent choisir leur filière d'étude à cause des difficultés de déplacement. L'université de Jénine n'est, par exemple, pas en capacité de produire un enseignement d'ingénierie. De même, seules deux universités (Al-Qods et An-Najah) proposent d'enseigner la médecine dans tous les territoires occupés, cela contraint les étudiant-es à étudier des disciplines par défaut.

Les étudiants étrangers

Les étudiant-es étranger-es ne sont pas en reste puisque l'État d'Israël, qui contrôle les frontières, leur refuse le droit d'étudier dans les universités palestiniennes.

La répression des activités politiques, syndicales et associatives

Les difficultés auxquelles sont confrontés les étudiant-es palestiniennes sont de surcroit accentués par la forte répression de tout engagement étudiant dans le monde universitaire. Les étudiant-es engagé-es dans une activité syndicale politique ou associative sont sans cesse menacé-es et un certain nombre sont emprisonné-es pour leur activisme.

En effet, la participation à une « organisation illégale », c'est à dire contestataire vis à vis de la politique israélienne est passible d'une peine de prison et en tout état de cause, les possibilités de détentions administratives (sans jugement) sont très extensible, et l'armée ne s'en prive pas. L'écrasante majorité des étudiant-es détenu-es par Israël sont donc des prisonnier-es politiques. Dans l'université de Bir Zeit pas moins de 372 étudiant-es ont été emprisonné-es depuis 2003. En ce moment, 83 étudiant-es sont en prison, dont la moitié n'a été reconnu coupable d'aucun délit (détention administrative). Néanmoins, les étudiant-es ne sont pas les seul-les à subir la politique répressive de l'État Israélien. Dans l'université de An-Najah sept enseignant-es sont aujourd'hui en détention dont un doyen de faculté.

Positionnement des universités et des universitaires israélien-nes par rapport au conflit et à la situation des universités palestiniennes.

universitaires israélien-nes connaissent la situation Palestinien-nes sous occupation. En Israël, tous les hommes sont réservistes et servent un certain temps chaque année, y compris dans les territoires occupés. Il faut savoir que quasiment personne ne refuse de servir, ils savent donc, mais ne protestent pas. En effet, il n'y a que très peu de protestation face à la situation des universités palestiniennes et face à l'occupation de la part des institutions et des universitaires.

L'idée que les universités sont une grande communauté universelle solidaire, qui est une source de la réticence des universitaires européens pour appliquer un boycott, trouve son démenti dans le silence des institutions et des universitaires israélien-nes. Pourtant certaines universités israéliennes ont une très grande proximité géographique avec des

universités palestiniennes...

En plus de ne pas protester contre les conditions inadmissibles de fonctionnement des universités palestiniennes, les universités israéliennes sont le lieu de nombreuses discriminations à l'endroit des palestinien-nes d'Israël.

Les discriminations à l'égard des étudiant-es palestinien-nes d'Israël

En sachant que 25% de la population d'Israël est palestinienne, la population et dans ce cas les étudiant-es subissent des discriminations au sein même du système universitaire israélien. Voici quelques exemples de ces discriminations:

-Plusieurs universités ont ouvert des campus dans les territoires occupés: l'université d'Ariel et l'université de Bar Ilan. Dans ces deux universités, un drapeau israélien doit être présent dans chaque salle et chaque étudiant-e doit prendre au moins un cours en culture juive, histoire juive et/ou en histoire d'Israël.

-L'université de Tel Aviv a construit une partie de son campus sur un village Palestinien détruit. L'université de Jérusalem a également annexé des terres palestiniennes en 2004 pour étendre son campus.

-L'université d'Ariel n'accepte les étudiants étrangers que s'ils sont juifs!

-L'âge minimum de 20 ans pour s'inscrire dans certains départements d'université vise à discriminer la population qui n'a pas fait son service militaire, c'est à dire majoritairement les Palestiniens.

-De même, pour obtenir une place à la cité universitaire de Haifa, une preuve de service militaire doit être fournie.

. -Pour s'inscrire au centre sportif de l'université de Jérusalem il faut être résident-e des quartiers adjacents, excluant de fait les Palestinien-nes. Les tests d'entrée à l'université d'Oranim sont exclusivement en hébreu alors que l'arabe est une langue officielle d'Israel et la langue maternelle de 25% des étudiant-es.

-La signalisation dans les universités est en hébreu et en anglais, pas en arabe.

-Les étudiant-es palestinien-nes sont trois fois plus souvent traduits devant le conseil disciplinaire des universités.

-Les visiteur-ses arabes des universités doivent fournir un "certificat d'intégrité"!

-Aucune ville palestinienne n'a été retenue dans le système d'assistance aux étudiant-es en difficulté.

L'emprisonnement n'est pas la seule forme de brimade que subissent les étudiant-es palestinien-nes. De nombreux interrogatoires arbitraires sont menés par l'armée israélienne sur les étudiant-es palestinien-nes. L'ONU définit ces « interrogatoires » comme un « traitement inhumain et dégradant » de par le stresse qu'il occasionne pour les étudiant-es palestinien-nes.

De plus, ceux et celles qui refusent de participer à ces « interrogatoires » sont harcelé-es aux différents check points, se voient refuser des permis de travail, ou sont sujet à des invasions de domiciles. Enfin, pour réprimer l'activisme politique des universités, l'armée israélienne ferme fréquemment des universités pour des durées variables. Il est à noter que les universités palestiniennes sont également fermées pendant des semaines et parfois des mois lorsque des couvres feux sont décrétés, il s'agit en fait d'un genre particulier de punition collective.

Le rôle de l'université israélienne

Nous ne prétendons pas connaître totalement le système de recherche universitaire ainsi que les travaux universitaires israéliens. On a déjà évoqué le silence que l'écrasante majorité des universitaires israéliens observent quand à la politique mise en place par leur Etat. Mais en réalité on peut démontrer qu'une large frange des universités israéliennes, loins d'être des lieux de pensée critique et de liberté académique -vis à vis de l'Etat, de l'armée et de l'histoire officielle- maintienent, légitiment et aident l'Etat israélien dans sa politique coloniale.

Les universités israéliennes « abritent » des laboratoires dans lesquels sont développés les recherches en armement (ces mêmes armes qui sont ensuite utilisées pour détruire des vies et de quartiers palestiniens). Par exemple, en 2007, l'armée israélienne et les universités ont permi l'émergence et la mise en œuvre d'une trentaine de compagnies de sécurité aux frontières, le tout sous la coupe de financement provenant principalement de l'Etat. Autrement dit, l'armée et les universités ont contribué au déploiement d'entreprises privées de sécurité et d'armement.

Le rôle important des universités israéliennes dans l'application du projet colonial et militaire d'Israël est illustré par un taux élévé de projets universitaires financés par la cellule « Recherche et Développement » du ministère de la Défense. Par exemple, en 2007, on comptait environ 55 projets de recherche de l'Université de tel Aviv (TAU: la plus grande des universités israéliennes) qui étaient financés par le ministère de la Défense, dont 9 étaient financés par l'Agence de Recherche Avancée en matière de défense du Département de la Défense des USA...2 Certaines composantes d'universités loin de s'opposer à la politique israélienne, dans le conflit qui l'oppose aux Palestiniens, contribuent à l'effort de guerre.

En 2000, Teddy Katz, étudiant en maitrise à l'université de Haïfa, dénonce dans son mémoire, les massacres perpétués par l'armée israélienne en 1948, en particulier celui dans le village de Tantura. Il a été empêché par l'université de soutenir son mémoire, et donc de rendre public ses recherches, sur ce massacre considéré comme l'un des plus horribles à l'égard du peuple palestinien. Par l'évocation de ce massacre, ce mémoire dénonçait notamment la stratégie colonisatrice d'Israël à l'œuvre depuis sa création. Cet événement nous démontre à quel point la liberté académique à l'Université est loin d'être garantie pour les universitaires critiques. L'université est bien au contraire souvent un instrument du pouvoir israélien, pour lequel seule l'histoire « officielle » domine et est acceptée. Les institutions universitaires israéliennes, telle des courroies de transmission de l'idéologie dominante, doivent donc évincer toute critique de la politique coloniale.

Qui sanctionne -t-on? Les individus? Les institutions? Quelles peuvent être les formes de ce boycott?

L'appel de la société civile palestinienne de 2005, demande clairement a la communauté internationale de mettre en place un BDS institutionnel, et non individuel. Le sens précis, et la portée pratique d'un tel boycott appliqué a l'université, n'ont rien d'évident. Il s'agit de tracer quelques grandes lignes.

Il n'y a pas de problème a inviter un-e universitaire Israélien-ne dans une université, du moment qu'il ne représente pas son institution, et qu'il ne vient pas pour appliquer un accord de coopération entre les institutions.

Il n'y a pas de problème à coopérer en tout domaines avec des universitaires qui pour des raisons politiques ont pris des distances avec leur institutions universitaires....

En somme, la forme est variable, mais la règle générale est le boycott des institutions quelles que soient leur mode de présence dans un échange universitaire, et non des individus.

Le boycott institutionnel peut impliquer l'arrêt de programmes d'échanges, ce qui ne remet pas en cause la possibilité pour des étudiants israéliens de venir étudier en France. C'est plus difficile, mais il y a d'autres possibilités. Du reste, personne ne s'émeut du fait que pour aller étudier à l'étranger, pour les Palestinien-nes, cela est extrêmement difficile.

Quelle utilité politique le boycott universitaire a-t-il?

Pour évaluer le mal que cela peut faire à l'État israélien, il importe d'évaluer le rôle de l'université dans la société israélienne. L'université joue un rôle essentiel au niveau international en ce qu'elle est une vitrine apparemment respectable pour pour un État qui mène des politique de

ségrégation et de spoliation.

Un des indices de l'importance du rayonnement international de l'université israélienne pour l'Etat Israélien, est la vigueur des réactions et des pressions qui ont accueillies les volontés en Grande Bretagne et en France, d'appliquer un boycott des institutions universitaires israéliennes. En effet, le 16 décembre 2002, une motion demandant à l'Union Européenne de mettre fin à l'accord cadre de coopération scientifique entre l'Union Européenne et Israël a été adoptée par le Conseil d'administration de l'Université Paris VI.Le lendemain, une manifestation contre cet « attentat a la culture » avait lieu juste devant l'université.

De même, en 2002 le syndicat majoritaire parmi les enseignants de GB décide d'appliquer le boycott universitaire. La pression tous azimuts a été tellement forte que ce syndicat a fait machine arrière très rapidement.

Par ailleurs, en se promenant sur google, on s'aperçoit du nombre

incalculable de pétitions contre le boycott universitaire qui existe.

En somme, au vue des forces qui se déploient quand des syndicats ou institutions s'attaquent aux relations avec les universités israéliennes, on peut déduire que ça n'est pas anodin.

Enfin, on ne peut pas espérer que le simple boycott universitaire infléchisse la politique de l'État d'Israël, c'est un mouvement global de BDS, comprenant le boycott des universités, qui quand il aura pris suffisamment d'ampleur aura inévitablement un effet sur la politique d'Israël.

En revanche, si le boycott universitaire n'est pas suffisant a lui seul, il est indispensable!

Qui en Israël et chez les Palestinien-nes nous demande de faire un tel boycott?

Beaucoup de personnes en Palestine comme ailleurs ont la conviction que le temps de la persuasion est achevé, que l'échec de cette stratégie, et l'aggravation des conditions d'existence et d'étude des Palestinien-nes impose d'adopter une stratégie de pression, via le boycott, qui est en plus d'une sanction, une incitation à se positionner clairement!

Parmi les Palestinien-nes, on peux déjà compter parmi les promoteurs du boycott toutes les organisations signataires de l'appel de 2005, et plus spécifiquement au niveau universitaitre la Fédération Palestinienne des Syndicats de Professeurs et d'Employés d'Université appelle à un boycott des institutions universitaires israéliennes.

Quelques universitaires Israélien-nes soutiennent également le Boycott universitaire. Ils sont très peu nombreux-euses. La plupart sont en conflit avec leurs collègues et leur institution du fait de cette prise de position politique, ils/elles subissent des pressions, des intimidations, ils perdent leur dotations...

Illan Pappe, historien et signataire d'un appel au Boycott universitaire a du s'exiler en GB tellement les pressions, les tentatives pour le faire exclure et l'ambiance délétères dans son université Israélienne lui ont rendu la vie impossible.

Des universitaires de tous les pays et notamment en France (une tribune/pétition a été publié pendant l'offensive a Gaza début 2009 signée par de nombreux universitaires...) appellent également au Boycott universitaire.

Au niveau des syndicats, en grande Bretagne et au Quebec (ASSE et FNEQ) le mouvement syndical est très engagé dans la solidarité avec le peuple palestinien, et également dans la campagne BDS. En France, la FSU a adopté une motion de soutien a la campagne BDS lors de son dernier congrès, sud recherche EPST et sud éducation également, mais ces prises de position sont récentes et n'ont pas encore été suivies de beaucoup d'effet. Au niveau des étudiant-es, sud étudiant s'est engagé récemment dans la campagne BDS, et une partie des militant-es de l'UNEF y sont également favorable.

Quel est l'objectif de ce boycott?

La société civile palestinienne a décidé de lancer un appel international en 2005, elle peut à un moment appeler à cesser ce mouvement si elle estime que la situation a évolué et que ce n'est plus pertinent pour leur lutte.

Quand les institutions israéliennes auront une position critique sur l'occupation, la ségrégation et la colonisation, la question pourra être réexaminée.

Témoignage de Rana Barakat

J'enseigne l'histoire moderne à l'Université de Birzeit, en Palestine occupée. J'enseigne à mes étudiants en quoi l'Histoire constitue une partie fondamentale de leur vie quotidienne. Nous apprenons comment lire l'histoire, l'interpréter et, - très important, nous en défier. L'an dernier, quand j'ai commencé à enseigner, je préparais et planifiais chaque cours dans ses moindres détails. J'ai vite appris qu'une préparation aussi méticuleuse n'est pas la bonne façon d'enseigner en Palestine. Mes étudiants vivent sous une brutale occupation coloniale, - et je vis sous cette même brutale occupation coloniale. Comment peut-on préparer un cours sur une question historique significative et ignorer les réalités quotidiennes de nos vies? Nous vivons et apprenons en dépit de ces circonstances, - et peut-être en partie à cause d'elles. Nous arrivons rarement à un consensus sur quoi que ce soit, et quasiment chaque sujet débouche sur une discussion intellectuelle qui n'attendait qu'un déclencheur. Je prends plaisir à donner pour eux du sens à l'histoire en l'utilisant pour les pousser à dépasser les barrières que des générations de fascisme colonial nous ont imposées dans notre vie. Notre terre et notre nation sont occupées, mais je veux qu'ils se rendent compte que ce n'est pas une raison pour que notre esprit et notre culture soient occupés. Nous sommes le produit vivant de notre histoire, mais nous vivons et résistons en dépit de la brutalité de cette histoire. Depuis son arrivée, une force étrangère née de l'idéologie coloniale européenne essaie d'effacer la Palestine. Le fait que nous soyons toujours là est la preuve de son échec. Notre université illustre de manière frappante l'endurance de la Palestine. Je trouve souvent surréaliste d'enseigner le colonialisme alors que nous vivons sous le colonialisme, ...mais c'est la Palestine.

Le 27 décembre, pour la Palestine, une nouvelle étape de destruction a été franchie. Des avions de guerre israéliens ont lancé sur Gaza une attaque abominable et barbare qui continue à résonner tandis que j'écris ces mots. Son coût en vies humaines dépasse largement le millier et les scènes de dévastation se multiplient. Brutales, les attaques se poursuivent au mépris des lois ou des pressions internationales, détruisant une population, tentant de détruire une nation et tout semblant d'humanité. La destruction continue, tout comme continue la résistance. Le feu, les bombes et des armes d'une puissance et d'une capacité de destruction insensées pleuvent du ciel, de la mer et de la terre sur une population tout entière. Emprisonnée dans des frontières closes, affamée et interdite d'accès à tout ce qui est au-delà des limites définies par le maître colonial, Gaza continue à souffrir et à saigner. Les Palestiniens luttent parce qu'ils résistent à cette oppression et la combattent. La Palestine et les Palestiniens sont attaqués en permanence. Cela fait partie d'un système, - un système qui est présent à l'arrière-plan, au premier plan et au centre de notre vie en Palestine.

En cours, nous enseignons et apprenons, - nous résistons. Mes étudiants incarnent mon incorrigible espérance. En eux, je vois le pouvoir de résister à l'impitoyable occupation que nous subissons. Nous étions presque en fin de trimestre quand la guerre à Gaza a atteint des niveaux surréalistes de destruction incommensurable. L'histoire moderne de l'Europe, un de mes cours, a été pour nous un espace nous permettant de faire face, d'exprimer notre affliction et de surmonter collectivement la situation. Comme le trimestre s'achevait, nous avons tous essayé d'utiliser la notion d' "Europe moderne', avec sa politique et sa culture, pour mettre notre situation en perspective. J'adore mon métier de professeur et accorde un grand prix à l'honneur de l'exercer. Je ne savais pas à quel point avant d'entrer dans une classe l'autre jour ; la dernière fois que nous nous sommes vus, un de mes étudiants a déclaré : "Ce que nous vivons, c'est le fichu résultat de la modernité de l'Europe! Ils ont construit leur 'humanité' sur notre dos, leur 'justice' sur l'oppression que nous subissons, leur 'grand sens de l'équité' sur notre souffrance. En endurant la tyrannie de leur progrès, nous versons notre sang pour leurs péchés "!

Témoignage de Michel Warschawski : Où est la gauche israélienne ?

Tout au long d'une tournée de conférences en Europe, en février 2009, j'ai été interpellé par la question : « Et la gauche israélienne, dans tout cela ?... » Bonne question, quand on sait que le carnage de Gaza a été soutenu par plus de 90 % du public juif-israélien, et donc aussi par la majorité de ce qu'on a longtemps dénommé « le mouvement de la paix ».

Disons-le sans détour, au moment où l'armée israélienne commettait de véritables crimes de guerre, ce mouvement a brillé par son absence. Pire : ses deux expressions organisées, le Parti Meretz et le mouvement de « La Paix Maintenant » ont soutenu l'attaque contre Gaza, en recyclant les arguments les plus éculés de la propagande gouvernementale : la nécessaire riposte aux roquettes sur la ville de Sderot et, plus généralement, la nécessité de mener une guerre préventive contre la menace islamiste. Ce n'est que 10 jours après le carnage que la Paix Maintenant publiait un communiqué qui disait « Maintenant, il faut recommencer à parler ». Le mot « maintenant » est évidemment le cœur de leur position : après avoir martyrisé la population civile de la Bande de Gaza, il faut reprendre les négociations... avec Mahmoud Abbas (le Président palestinien), que l'attaque contre Gaza a totalement décrédibilisé au sein de la population palestinienne tout entière. Le seul rassemblement organisé par La Paix Maintenant, trois semaines après l'agression, n'a d'ailleurs regroupé que 300 personnes.

Cette contre-performance confirme le déclin du mouvement de la paix institutionnel et responsable, comme il aime à se définir, un mouvement qui, il y a 12 ans encore, était capable de mobiliser plus de 100 000 manifestants. En fait, celui-ci a cessé d'exister en août 2000, quand il a accepté de se laisser piéger par le discours mystificateur d'Ehoud Barak après le sommet de Camp David, sur l'absence de partenaires et le rejet de ses « offres généreuses » par Yasser Arafat. Le journaliste Charles Enderlin et Robert Maley, le conseiller de Bill Clinton à ce sommet, ont depuis longtemps réglé son sort à ce mega-mensonge, mais les dégâts qu'il avait provoqués sur le mouvement de la paix ont été irréversibles. Jamais plus La Paix Maintenant n'a pu s'en relever et rejouer son rôle comme opposition de masse à la droite. Le discours de droite, intransigeant et agressif, est devenu dès lors consensuel.

C'est cette désolante réalité qui donne toute son importance à la coalition des forces anti-coloniales dans le cadre de la Coalition Contre la Guerre. Ce regroupement est composé des mouvements et organisations qui se situent sur une position d'opposition de principe à la colonisation, l'occupation et la guerre, à savoir : les divers mouvements de femmes contre la guerre, les organisations de soldats réfractaires et refuzniks, les ONGs progressistes comme le Centre d'Information Alternative (AIC) ou les Rabbins pour les Droits de l'homme, le Bloc de la Paix, les Anarchistes Contre le Mur et les mouvements et partis politiques qui représentent la minorité arabe en Israël.

Cette coalition a pu mobiliser jusqu'à 8 000 manifestants dans de très nombreux rassemblements et manifestations tout au long des trois semaines de « guerre » contre Gaza. C'est peu, mais néanmoins suffisant pour casser le discours consensuel de soutien à l'agression contre Gaza et donner aux Palestiniens une modeste raison de ne pas désespérer totalement d'une réconciliation future.

Appel de la Société Civile Palestinienne

Un an après que l'avis consultatif historique de la Cour Internationale de Justice (CIJ) qui a jugé illégal le mur qu'Israel construit sur le territoire palestinien occupé, Israel continue sa construction du mur colonial au mépris total de la décision de la Cour. Après trente huit ans d'occupation par Israel de la Cisjordanie palestinienne (y compris Jérusalem-Est), de la Bande de Gaza et des Hauteurs du Golan syriens, Israel continue à accroître les colonies juives. Il a unilatéralement annexé Jérusalem-Est Occupé et les Hauteurs du Golan et annexe maintenant de facto de grandes parties de la Cisjordanie à l'aide du mur. Israel prépare également, dans l'ombre, son redéploiement prévu de la bande de Gaza pour établir et accroître les colonies en Cisjordanie. Cinquante sept ans après que l'Etat d'Israel ait été établi principalement sur la terre éthniquement nettoyée de ses propriétaires palestinien-nes, une majorité de Palestinien-nes sont des réfugié-es, dont la plupart sont apatrides. D'ailleurs, le système de discrimination raciale contre ses propres citoyennes Arabes-Palestinien-nes derrière lequel il s'est retranché demeure intact.

À la lumière des violations persistantes du droit international par Israel,

Étant donné que, depuis 1948, les centaines de résolutions de l'ONU ont condamné les politiques coloniales et discriminatoires d'Israel en tant qu'illégales et ont appelé à des remèdes immédiats, proportionnés et efficaces,

Étant donné que toutes les formes d'intervention internationale et de tentatives de paix n'ont pas jusqu'ici convaincu ou forcé Israel à se conformer à la loi humanitaire, à respecter les Droits de l'Homme fondamentaux et à mettre fin à son occupation et son oppression du peuple de la Palestine,

En raison du fait que les personnes de conscience parmi la communauté internationale ont historiquement endossé la responsabilité morale de combattre l'injustice, comme illustré dans la lutte pour abolir l'Apartheid en Afrique du Sud par diverses formes de boycott, de retrait d'investissement et de sanctions;

Inspirés par la lutte des Sud-Africains contre l'Apartheid et dans l'esprit de la solidarité internationale, de la cohérence morale et de la résistance à l'injustice et à l'oppression,

Nous, représentant-es de la Société Civile Palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid.

Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israel. Nous invitons également les Israélien-nes honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix.

Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israel honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestinien-nes à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international en :

- 1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de tous les terres Arabes et en démantelant le Mur
- 2. Reconnaissant les droits fondamentaux des citoyen-nes Arabo-Palestinien-nes d'Israel à une égalité absolue; et
- 3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugié-es palestinien-nes à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU

Chronologie

- 1897 A Bâle, Théodore Herzl définit le sionisme. Il affirme que l'antisémitisme en Occident est rédhibitoire, qu'on ne pourra jamais l'éradiquer et qu'un Etat juif est nécessaire pour que les Juifs soient libres.
- 1914-1918 A l'issue de la guerre, les puissances coloniales se partagent l'empire ottoman. Les frontières actuelles du Moyen-Orient viennent de ce partage (Liban et Syrie sous mandat français; Irak, Jordanie et Palestine sous mandat britannique).
- 1917 Le ministre anglais des Affaires Étrangères, Lord Balfour, annonce dans une "Déclaration" que le gouvernement britannique "envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif".

1918-1939 Pendant le Mandat britannique:

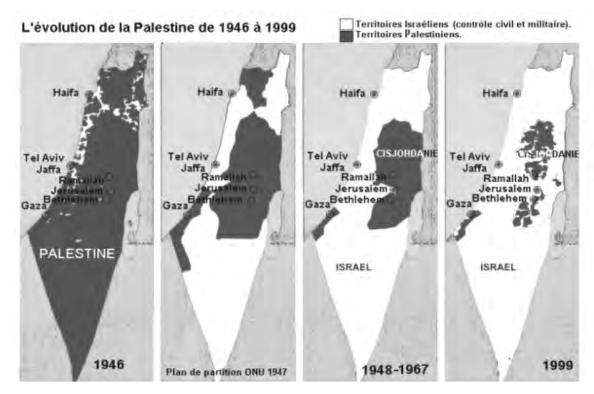
La Grande-Bretagne favorise l'installation des Juifs qui s'accélère après l'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne. L'Agence Juive achète des terres, mais les colonies juives se trouvent essentiellement sur la côte (région d'Haïfa). En 1920 est fondée la Haganah, première milice armée juive. Sous l'influence du mouvement sioniste, les Juifs obtiennent la « préférence nationale » pour le travail.

Les premières émeutes palestiniennes contre l'occupation britannique et l'immigration juive ont lieu dans les années 1920. En 1936, la « grande grève » des travailleurs palestiniens revendique la libération nationale par rapport aux Anglais, l'arrêt de l'immigration juive et des cessions de terres. Cette grève dure 6 mois, cause 5 000 morts (pour 1 million d'habitants) et 2 500 prisonniers, principalement les élites syndicales et politiques. Les tensions durent jusqu'en 1939.

Pendant ce temps, la communauté juive prend le travail disponible, obtient la construction de voies ferrées et du port de Tel-Aviv.

1939-1945 Pendant la guerre, un nouveau congrès sioniste se tient pour établir un Etat juif en Palestine, après avoir envisagé de l'établir en Argentine ou en Ouganda. A l'issue de la guerre et suite au génocide juif, le sentiment de culpabilité est très fort en Europe.

1947 Plan anglais de partition de la Palestine en deux Etats sans aucune continuité: un Etat juif sur 56% des terres (alors que la population juive ne représente que 32% des habitants), un Etat arabe sur 44% des terres et la zone de Jérusalem sous tutelle internationale.



- 29 NOVEMBRE 1947 l'Assemblée générale des Nations Unies entérine à la majorité des 2/3 ce plan de partage, par la résolution 181. Les Arabes refusent ce plan de partition et attaquent militairement. Les armées arabes comptent 40 000 soldats (Irakiens, Syriens, Egyptiens) et les troupes israéliennes 60 000, mieux entraînées et, financées par les Etats-Unis, elles reçoivent des armes modernes de Belgique et d'URSS. C'est un fiasco complet pour les armées arabes. Les troupes juives commencent un « nettoyage » de Haïfa à Tel-Aviv, en massacrant les hommes, en déportant les femmes et les enfants, en détruisant des villages.
- 1948 Devant l'ampleur des massacres et des exécutions, les Palestiniens fuient vers le Nord ou vers l'Est. Au total, ce sont plus de 500 villages qui seront partiellement ou totalement détruits par les troupes israéliennes. Les « nouveaux historiens » israéliens (tel Ilan Pappe) ont établi que seulement 3% des Palestiniens étaient partis volontairement de leurs maisons. Toutes les archives palestiniennes à Haïfa, Jaffa, Hafed sont détruites
- **9 AVRIL 1948** Village emblématique de la Naqba (la ''Catastrophe'', l'exode pour les Palestiniens), Deyr Yassin voit les troupes de l'Irgun et du Stern, dirigées par Menahem Begin, massacrer 94 personnes.
- 14 MAI 1948 78% de la Palestine historique est occupée et devient Israel. 750 000 réfugiés palestiniens ont fui vers le Liban, la Syrie, la Jordanie, l'Egypte, mais aussi à l'intérieur de la Cisjordanie et de Gaza. La « frontière » de 1948 devient la « ligne verte ». Les Palestiniens d'Israel (ils sont plusieurs centaines de milliers) sont placés sous régime militaire.
- 11 DÉCEMBRE 1948 L'ONU adopte la résolution 194 qui proclame le droit des réfugiés à retourner dans leurs foyers.
- 1950 Israël, État juif, s'implante et son Agence juive s'efforce d'y faire immigrer les Juifs du monde: Ashkénazes persécutés d'Europe, mais aussi Séfarades des pays arabes et méditerranéens, qui n'ont pas connu le génocide. La Jordanie annexe la Cisjordanie et l'Égypte s'octroie le contrôle de Gaza.

- **1956** Agression de l'Égypte par Israël, la France et la Grande-Bretagne, après la nationalisation par Nasser du Canal de Suez.
- 1959 Premier mouvement nationaliste palestinien en exil : le Fatah.
- 1964 Création de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) par l'Egyptien Nasser. Au départ, ce n'est donc pas une organisation palestinienne.
- 1965 Les « Palestiniens de l'Intérieur » deviennent « citoyens israéliens », mais sans avoir les mêmes droits que les Juifs: discriminations par rapport aux écoles, aux routes, aux services sociaux... Premières attaques militaires du Fatah contre Israël.
- **5-10 JUIN 1967** Guerre des 6 jours. Israël attaque les troupes arabes dans le Sinaï égyptien et dans le Golan syrien. Tous les avions égyptiens sont détruits. Gaza, la Cisjordanie, le Golan et le Sinaï sont occupés militairement et leur colonisation commence. A nouveau, des villages détruits provoquent la fuite de 200 000 nouveaux réfugiés que l'ONU appelle seulement « Déplacés » !
- 22 NOVEMBRE 1967 L'ONU adopte la résolution 242 qui exige le retrait des forces armées des territoires occupés.
- 1968 Yasser Arafat devient le chef de l'OLP qui devient donc palestinienne et indépendante des régimes arabes.
- 1969 Le Fatah et le Front Démocratique de Libération (FDLP) revendiquent un Etat laïc pour toutes les communautés vivant en Palestine. La résistance palestinienne s'organise et s'arme dans les camps de réfugiés de Jordanie et du Liban.
- 1970 En Jordanie, le roi Hussein réprime la résistance (massacre de « Septembre Noir ») et se débarrasse de cet « Etat dans l'Etat ». Par conséquent, l'OLP fuit au Liban.
- 1972 La prise d'otage et l'exécution de sportifs israéliens aux Jeux Olympiques de Munich marque le début du « terrorisme publicitaire » palestinien sur le devant de la scène médiatique internationale. Israël traque les camps de réfugiés palestiniens et assassine des intellectuels palestiniens, comme le poète Ghassan Kanafani.
- 1973 Quatrième guerre (dite de Kippour, d'Octobre ou du Ramadan), où les troupes égyptiennes et syriennes tentent vainement de reconquérir les territoires occupés par Israël.

- 1974 L'OLP décide qu'on peut établir une autorité palestinienne sur toute portion de territoire libérée. Le Front du Refus, dont le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP, de Georges Habache) n'accepte pas de réduire les exigences palestiniennes.
- 1975 Les Palestiniens participent à la guerre civile au Liban, contre les milices chrétiennes qui sont alliées à Israël.
- 30 MARS 1976 Journée de la Terre pendant laquelle 6 paysans palestiniens d'Israël, qui manifestent parmi des milliers d'autres contre la spoliation de leurs terres et de l'eau, sont assassinés.
- 1977 Le Likoud, parti de la droite israélienne, gagne pour la première fois les élections. En parallèle, naissance du mouvement israélien de gauche Shalom Arshav, La Paix Maintenant.
- 1978 Israël envahit le Liban. L'Égypte signe avec Israël les accords de Camp David et récupère le Sinaï.
- 1980 Israël annexe Jérusalem. Les habitants arabes ne sont néanmoins pas "citoyens", mais ont seulement une carte de "résidents" en Israël.
- 1981 Israël annexe le Golan, réservoir d'eau pour toute la région.
- 1982 Israël envahit à nouveau le Liban et fait le siège de Beyrouth. L'OLP est expulsée vers la Tunisie.
- 15 SEPTEMBRE 1982 Massacre des réfugiés palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila (de 800 à 1500 morts, selon les sources) par les milices chrétiennes, sous la supervision de l'armée israélienne, dirigée par Ariel Sharon.
- 1987 Début de la première Intifada. C'est une révolte non-violente, sans option armée, évitant le rapport de force, un mouvement de désobéissance civile, organisée par les Palestiniens de l'intérieur, sans l'OLP: naissance de comités d'enseignants, de paysans, de groupes médicaux d'intervention d'urgence pendant les "accrochages" avec l'armée... L'armée tire sur les manifestants (plus de 1000 assassinats), brutalise la population, arrête les militants par milliers. Le Hamas, mouvement de résistance islamique, est créé à Gaza à la même époque.
- 1989 Après la chute du Mur de Berlin, 200 000 Juifs d'URSS immigrent en Israël.

1991 Première guerre du Golfe. Yasser Arafat fait "l'erreur" de soutenir Saddam Hussein et les pays du Golfe retirent leur soutien financier à l'OLP. A la fin de la guerre, des négociations bilatérales entre Israël et ses voisins arabes sont entamées à Madrid.

1993 Israël reconnaît l'OLP et l'OLP reconnaît l'État israélien. C'est une victoire pour Yasser Arafat, car l'OLP va pouvoir revenir en Palestine.

1994-1996 Accords d'Oslo. La Cisjordanie est divisée en trois zones. Seule la zone A (2% des terres) est sous administration palestinienne complète. Le sort des 6 millions de réfugiés, des 260 000 colons et le statut de Jérusalem, désormais interdite aux Palestiniens de Cisjordanie, sont renvoyés à plus tard. Ne sont pas discutées non plus la question de l'eau, du financement de cet embryon d'Etat, des ressources douanières...

1994 Un extrémiste religieux juif, Baruch Goldstein, habitant la colonie de Kiryat Arba, massacre 29 Palestiniens dans la mosquée d'Ibrahim à Hébron.

1995 Le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, est assassiné

1996 Yasser Arafat est élu président. L'Autorité Palestinienne se met en place.

Yehia Ayache, un leader du Hamas, est exécuté par les services secrets israéliens. La riposte, par une vague d'attentats, fait des dizaines de victimes israéliennes. L'État hébreu répond par la suspension des négociations avec l'Autorité palestinienne et la multiplication des représailles collectives.

Juste avant les élections, Israël attaque le Liban. Les massacres de Cana et de Nabatyie font plus de 100 morts.

La droite de Benyamin Netanyahou remporte les élections israéliennes, marquant ainsi la fin de l'espoir suscité par Oslo. Il poursuit l'encerclement de Jérusalem-Est par des colonies juives, multiplie les checkpoints dans toute la Cisjordanie et asphyxie l'économie palestinienne: le taux de chômage en Cisjordanie et à Gaza est passé de 18 à 34 % entre 1993 et 1997!

2000 A Camp David, le nouveau premier ministre travailliste israélien, Ehud Barak, sabote les négociations en affirmant que "la mauvaise volonté des Palestiniens" démontre qu'Israël n'a "pas d'interlocuteur palestinien". A Jérusalem, le chef de l'opposition, Ariel Sharon, monte et parade sur l'Esplanade des Mosquées. Le lendemain, premiers heurts et 4 premiers morts. En 3 jours, 30 morts et 500 blessés. En à peine plus d'un mois, plus de 200 Palestiniens sont tués. C'est le début de la seconde Intifada.

2001 Ariel Sharon devient le premier ministre israélien. La même semaine, il impose un blocus total de Ramallah. Les attentats suicides palestiniens se multiplient mais la répression israélienne redouble de férocité (bombardements de villes palestiniennes, attentats ciblés contre des dirigeants du Hamas, du FPLP et du Fatah, centaines de morts...). Les attentats new-yorkais du 11 septembre 2001 favorisent la stratégie de Sharon, qui proclame: "Notre Ben Laden, c'est Yasser Arafat".

2002 L'armée israélienne reprend le contrôle de la totalité de la Cisjordanie et de Gaza, y compris les camps de réfugiés et des villes. Le siège de Jenine durera 11 jours et causera la mort de centaines de personnes et la destruction d'un tiers de la ville. Celui de Ramallah durera un mois et enfermera Yasser Arafat dans son quartier général, sans eau ni électricité, protégé par la présence de militants internationalistes (dont José Bové). En juin, Israël lance la construction du Mur de séparation. En juillet, le nombre de victimes de l'Intifada s'élève à 2300 en deux ans.

2003 Deuxième guerre en Irak et, plus généralement, de la « guerre contre le terrorisme ». Israël poursuit son blocus et ses assassinats ciblés, auxquels répondent les attentats-suicides palestiniens.

2004 La Cour Internationale de Justice déclare illégal le Mur de séparation. En mars Ariel Sharon fait liquider Cheikh Yassine, le leader du Hamas. En novembre, c'est au tour de Yasser Arafat, leader du Fatah, de mourir à Paris dans des circonstances mystérieuses

2005 Mahmoud Abbas est élu président de l'Autorité Palestinienne. Israël vide ses colonies de Gaza mais garde le contrôle de ses frontières terrestres, maritimes et aériennes. Ariel Sharon remporte à nouveau les élections.

2006 Ariel Sharon est victime d'une attaque cérébrale dont il n'est toujours pas sorti en 2009. Le Hamas remporte les élections législatives en Cisjordanie comme à Gaza. Ismael Haniyeh est nommé premier ministre. L'Union Européenne suspend son financement au gouvernement palestinien. Premiers affrontements armés inter-Palestiniens puis accord d'entente nationale appelant à une solution politique fondée sur la création d'un Etat Palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël dans les frontières de 1967.

JUIN-NOVEMBRE 2006 Attaque d'Israël sur Gaza, mais aussi sur Naplouse en Cisjordanie. Arrestation de dirigeants politiques et bombardement de ministères, de centrales électriques et de maisons individuelles qui feront des centaines de victimes.

JUILLET-AOÛT 2006 Attaque d'Israël sur le Liban. 33 jours, 1300 victimes, destruction de dizaines de milliers de maisons, de ponts, de routes, de centrales électriques, utilisation de 4 millions de bombes à sous munitions, le tout constituant une punition collective massive et intolérable.

2007 Le Hamas prend le pouvoir à Gaza. En Cisjordanie, Mahmoud Abbas démet Ismael Haniyeh de ses fonctions et constitue un "gouvernement d'urgence" en nommant Salam Fayyad à sa place. En septembre, Israël impose le blocus de la Bande de Gaza (fermeture des frontières, coupures d'électricité, arrêt des approvisionnements...)

DÉCEMBRE 2008 – JANVIER 2009 Nouvelle attaque d'Israël sur Gaza. 22 jours, plus de 1400 victimes, destruction d'hôpitaux, écoles, habitations, infra-structures, utilisation d'armes au phosphore blanc illégales...

FÉVRIER 2009 Les élections législatives israéliennes donnent une écrasante majorité aux partis de droite et d'extrême-droite.

Bibliographie

Les Palestiniens dans le Siècle, Elias Sanbar (Gallimard, 2007). Elias Sanbar retrace le long et douloureux parcours des Palestiniens de la déclaration de Balfour à la victoire du Hamas, à travers plus de 200 documents.

Les Révolutionnaires ne meurent Jamais, Conversations avec G. Malbrunot, Georges Habache (Fayard, 2008). Les entretiens réalisés par G. Malbrunot retracent la lutte de ce militant du FPLP.

Le Nettoyage Ethnique de la Palestine, Ilan Pappé (Fayard, 2008). A l'aide de documents d'archives, de journaux personnels, de témoignages directs, Ilan Pappé reconstitue en détail ce qui s'est vraiment passé en 1947 et en 1948, ville par ville, village par village : le nettoyage ethnique de la Palestine.

Boire la Mer à Gaza, Chronique 1993-1996, Amira Hass (La Fabrique, 2001). L'auteur donne la parole aux habitants de la bande de Gaza et témoigne de leurs infinies ressources de fierté et d'humour pour dire l'exil, le deuil, l'occupation, la désillusion et l'opiniâtre espoir.

Palestine/Israël: La Paix ou l'Apartheid, Marwan Bishara (La Découverte,2002). Marwan Bishara explique les causes profondes et les enjeux de la seconde Intifada et montre comment l'asymétrie entre les occupés et les occupants est ignorée. Il propose un bilan lucide des deux années qui ont suivi le déclenchement de la seconde Intifada et explore les voies qui permettront de parvenir à une solution juste et durable du conflit israélo-palestinien.

Israël-Palestine, Vérités sur un Conflit, Alain Gresh (Hachette, 2003). L'auteur retrace la longue histoire de l'affrontement israélo-palestinien de la naissance du sionisme jusqu'au déclenchement de la seconde Intifada. A. Gresh ne se contente pas de ces rappels historiques mais les replace dans un cadre d'analyse qui leur donne un sens par rapport aux grandes évolutions mondiales.

Notes sur l'Occupation, Eric Hazan (La Fabrique, 2006). Ces notes cherchent à restituer le fonctionnement au jour le jour et la raison d'être de la machine bureaucratique militaire de l'occupation dans trois villes Hébron, Kalkilya et Naplouse.

L'Héritage de Sharon, Détruire la Palestine T.1 et T.2, Tanya Reinhart (La Fabrique, 2006). Elle y retrace l'histoire de l'occupation de la Palestine depuis 2003 jusqu'aux élections qui ont vu la victoire du Hamas en janvier 2006. Elle montre comment le but d'Israël est de maintenir étanche Gaza, transformer la Cisjordanie en un système d'enclaves fermées, confisquer les terres et faire progresser les colonies...

Programmer le Désastre. La Politique Israélienne à l'œuvre, Michel Warschawski (La Fabrique,2008). M. Warschawski aborde les questions essentielles qui nous aident à comprendre ce qui se passe entre le Jourdain et la mer : le Hamas, la guerre du Liban en 2006...

<u>L'Intruse</u>, Roannie et Oko (Vertige Graphic, 2008). Bande dessinée, introduction à la réalité de l'occupation en Palestine, vue des yeux d'une militante française. Pour les néophytes.

Filmographie

Promesses, Justine Shapiro, BZ Goldberg, Carlos Bolado (2001)

Palestine : génération intifada, Chris Den Hond, Mireille Court (2001)

Palestine Palestine, Dominique Dubosc (2002)

Les Internationaux en Palestine, Chris Den Hond, Mireille Court (2002)

Jenine, Jenine, Mohamed Bakri (2002)

Les enfants d'Arna, Juliano Mer Khamis (2003)

Ecrivains des frontières, Samir Abdallah, José Reynes (2003)

Route 181, Michel Khleifi, Eyal Sivan (2004)

Journal de Palestine, Yamina Bettouati, Pascal Devernay, Marion Dumand (2004)

In working progress, Alexandre Goetschmann et Guy Davidi (2005)

Hot House, Shimon Dotan (2006)

The Iron wall, Mohamed Alatar (2006)

Des olives et des murs, Christian Delacroix, Monique Etienne (2006)

Un mur à Jerusalem, Franck Salomé (2007)

Jerusalem, the east side story, Mohamed Alatar (2008)

Gaza-strophe, le jour d'après, Samir Abdallah, Khéridine Mabrouk (2009)

La porte du soleil, Elias Khoury (2004)

Mur, Simone Bitton (2004)